Migrations et autonomisation des femmes en contexte de changement climatique : enjeux et défis à Wendu Bosseabe (région de Matam)

Rapport d'étude

PRISE
Pathways to resilience in semi-arid economies

Recherche pour des futurs résilients au climat

Migrations et autonomisation des femmes en contexte de changement climatique : enjeux et défis à Wendu Bosseabe (région de Matam)

Mars 2018

Mamadou Dimé

Cheikh Tidiane Wade

Lancelot Ehode Soumelong

Ce rapport a été produit dans le cadre d'une série de documents préliminaires pour guider à long terme le programme de recherche du projet Promouvoir la Résilience des Economies en zones Semi-Arides (PRESA).

Ce rapport a été produit par Innovation, Environnement, Développement en Afrique (IED Afrique).

Le consortium PRESA est composé de Overseas Development Institute (lead institution), Royaume Uni; Grantham Research Institute for Climate Change and the Environment, Royaume Uni; Innovation, Environnement, Développement en Afrique, Senegal; et de la Sustainable Development Policy Institute, Pakistan; en collaboration avec des partenaires de recherche pays dont Regional Environmental Center for Central Asia, Tadjikistan; Kenya Markets Trust, Kenya; Université de Ouagadougou, Burkina Faso et University of Central Asia, Kyrgyzstan.

Remerciements

La production de ce rapport d'étude a été rendu possible grâce aux contributions de nombreux experts et techniciens issues d'organisations de la société civile, du milieu de la recherche, d'organisations internationales et de coopération internationale et de services techniques déconcentrés et nationaux. La recherche s'est fortement appuyé sur les différentes propositions des parties prenantes membres de la plateforme multi-acteurs du projet Promouvoir la Résilience des Economies en zones Semi-Arides (PRESA).

Les auteurs remercient également toutes les personnes ressources qui ont fourni d'importantes informations nécessaires à la rédaction de ce rapport. Des remerciements particuliers aux populations du village de Wendu Bosséabé.

L'accès au foncier, un défi majeur pour les femmes de Wendou bosseabe
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

Sommaire

Liste des figures 6

Sigles et abréviations 7

Résumé 8

Introduction 10

1. Contexte de la recherche 12

2. Inégalités de genre et contraintes à l'autonomisation des femmes dans la vallée du fleuve Sénégal 14

3. Démarche méthodologique 16

4. Wendou Bosseabe : profils géographique et socioéconomique et état des vulnérabilités 18

4.1. Localisation géographique 18

4.2. Changement climatique et cumul de vulnérabilités à Wendou Bosseabe 19

5. Résilience et autonomisation des femmes de Wendu Bosseabe : entre discours et pratiques 22

6. Des dynamiques d'autonomisation entre mécénat, investissements publics et instrumentalisation politique 26

Conclusion 28

Références bibliographiques 29

Liste des figures

Figure 1 : Localisation géographique de Wendu Bosseabe 18
Figure 2 : Répartition interannuelle de la pluviométrie au niveau de la région de Matam 19
Figure 3 : Perceptions des changements climatiques 20

Sigles et abréviations

BCEAO	Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
CRDI	Centre de Recherches pour le Développement International
DFID	Department for International Development
GPF	Groupement de Promotion Féminine
IED Afrique	Innovation, Environnement, Développement en Afrique
IRCAAA / CARIAA	Initiative de Recherche Concertée sur l'Adaptation en Afrique et en Asie
OFADEC	Office Africain pour le Développement et la Coopération.
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PLD	Plan Local de Développement
PNDL	Programme National de Développement Local
PRESA	Promouvoir la Résilience des Economies en zones Semi-Arides
PRODAM	Programme de Développement Agricole de Matam
PRODAM-CSA	PRODAM – Consolidation de la sécurité alimentaire

Résumé

Cette contribution est consacrée à l'analyse des enjeux et des défis de l'autonomisation des femmes dans le village de Wendu Bosseabe situé dans la vallée du fleuve Sénégal. Elle met l'accent sur des itinéraires typiques d'autonomisation féminine dans l'objectif de mettre en lumière les liens entre migrations et résilience des ménages. À l'instar de nombreuses localités de la vallée du fleuve Sénégal, Wendu Bosseabe est en proie à une vulnérabilité climatique et une précarité des conditions d'existence. Il a néanmoins subi des transformations socioéconomiques de taille au cours des dernières années sous l'effet combiné des transferts des migrants et des investissements de l'État notamment dans le domaine agricole. Il en est résulté l'accroissement du rôle socioéconomique des femmes qui s'appuient sur la stratégie de la pluriactivité pour contribuer à la prise en charge des nombreux problèmes auxquels elles sont exposées.

Perimètre maraicher des femmes du quartier de Koweit
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

Introduction

Au Sénégal, l'émigration joue un rôle socioéconomique majeur à l'échelle nationale comme au sein des communautés. Elle a toujours constitué une stratégie d'adaptation des ménages à la précarisation de leurs conditions de vie notamment en milieu rural. En effet, depuis les sécheresses des années 70, les ménages, surtout situés au Nord du pays, ont trouvé, à travers les migrations internes et externes, des alternatives pour amoindrir les effets néfastes des bouleversements écologiques. Ces départs ont essentiellement été le fait des hommes adultes qui se devaient de trouver les moyens pour prendre en charge les problèmes les plus cruciaux consécutifs à l'amenuisement des revenus, à l'insécurité alimentaire et au déficit criard d'infrastructures dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'hydraulique. La principale motivation de cette émigration était donc étroitement liée à l'amélioration des conditions de vie.

La vallée du fleuve Sénégal est une zone historique d'émigration. Celle-ci a été à l'origine de transformations spectaculaires au point que les émigrés y sont considérés comme des figures majeures de développement local. En effet, par leurs transferts de fonds, leur contribution dans la réalisation d'équipements collectifs (écoles, centres de santé, marchés, pistes rurales, aménagements hydroagricoles, etc.) et leurs investissements sociaux (mosquées, associations villageoises de développement), les émigrés se sont quasiment substitué à l'État et ont permis à leurs terroirs et à leurs communautés d'appartenance de faire face à la péjoration climatique. Celle-ci est, du reste, accentuée par les nouvelles menaces induites par les changements climatiques qui viennent ainsi aiguiser les contraintes et exacerber les périls (Gaye et al., 2015).

Du fait de prescriptions de genre, de normes socioculturelles et de valeurs religieuses (Top, 2013 ; Ngaïdé, 2003), l'émigration a été dans la vallée du fleuve du Sénégal, le fait des hommes (Bredeloup, 2007). C'est bien plus tard que les femmes ont été concernées par le phénomène et ce fut largement dans le cadre du regroupement familial. En « l'absence » des hommes, le rôle socioéconomique des femmes restées sur place s'en est trouvé accentué. Certaines se retrouvent cheffes de ménages et d'autres doivent s'investir dans les activités de production agricole ou entreprendre des activités génératrices de revenus (transformation de produits agricoles, commerce, etc.). On retrouve de ce fait des prémices de processus d'autonomisation socioéconomique des femmes. Mais il s'agit au départ davantage d'une posture « imposée » par la nouvelle situation consécutive à « l'absence » des hommes qui ne donne guère aux femmes d'autre choix que prendre le relais notamment dans les activités économiques de production. Par la suite, à la faveur de nouvelles opportunités rendues possibles par les investissements des migrants, les femmes ont accru leur rôle socioéconomique notamment en se servant de la pluriactivité comme catalyseur de leur résilience.

Le concept de résilience est beaucoup utilisé aujourd'hui dans les sciences sociales mais très souvent avec des usages très variés. Il a été emprunté aux sciences physiques où la résilience signifie la capacité des matériaux à résister aux chocs et à reprendre leur forme initiale après avoir subi une altération. Appliqué aux pratiques sociales, le concept de résilience sert à désigner les aptitudes des individus et des communautés à « s'extraire » de situations traumatiques. Il s'agit de s'appuyer sur divers ressorts psychologiques, sociaux, économiques pour faire face à des épreuves, pouvoir « encaisser » des chocs et être capable d'y survivre et d'en sortir (Wade, Dimé et al., 2017a ; Wade, Dimé et al., 2017b).

Dans les villages de la vallée du fleuve Sénégal, les femmes démontrent des capacités de résilience face à la précarité des conditions de vie et, malgré des prescriptions de genre les confinant dans une position de subordination socioéconomique. Il faut dire que les transferts des migrants leur ont servi d'incitatifs et de catalyseurs. En effet, l'argent des migrants ainsi que leurs investissements sociaux ont fortement contribué à la revitalisation socioéconomique de ces terroirs.

Wendou Bosseabe est une illustration éloquente de ces mutations. Situé dans le département de Kanel (région de Matam) sur la route nationale à environ 60 km de la ville de Matam, Wendu Bosseabe a vécu des changements de taille en l'espace de quelques décennies à l'instar de beaucoup de villages de la vallée du fleuve Sénégal. Wendou Bosseabe connaît un présent perçu comme plus reluisant aux plans économique, social et infrastructurel après un passé marqué par l'acuité des problèmes d'insécurité alimentaire et la sévérité des conditions d'existence.

La diaspora de Wendu Bosseabe, majoritairement établie en Afrique centrale et en France, a largement contribué à cette transformation par la prise en charge des besoins domestiques de base, l'amélioration des conditions de vie et la réalisation d'investissements collectifs (collège, poste de santé). Un mérite important est attribué à un illustre fils de Wendu Bosseabe. Il s'agit en l'occurrence de Harouna Dia, riche homme d'affaires ayant fait sa fortune dans le commerce de poisson (fumé et séché) au Burkina Faso et au Mali. Comme pour faire écho à ses largesses et à l'ampleur des réalisations qui lui sont attribuées à Wendu Bosseabe (jardin maraîcher des femmes, périmètre des hommes, dons en numéraire et en denrées alimentaires à certaines occasions comme le mois de ramadan et lors des fêtes religieuses comme la korité et la tabaski), les femmes du village l'ont surnommé « Baba Kopar[1] ».

Les changements observés à Wendu Bosseabe ne relèvent cependant pas seulement de l'action de ses fils. Une part en revient à l'État à travers les investissements hydroagricoles et la construction d'infrastructures réalisés notamment dans le cadre du Projet de développement agricole de Matam (PRODAM dans ses phases 1 et 2) sans compter les effets induits au plan local par le clientélisme politique depuis la seconde alternance de 2012[2]. Les femmes ont mis à profit ces investissements pour mettre en œuvre des activités productives et jeter les bases d'un processus d'autonomisation socioéconomique.

Cette recherche se donne pour ambition d'étudier ces dynamiques d'autonomisation des femmes de Wendu Bosseabe en vue de décrypter les liens entre migrations, transferts de fonds et résilience dans les zones semi-arides au Sénégal. Pour ce faire, nous effectuons d'abord un état des lieux des dynamiques de genre dans la zone. Puis, nous analysons les enjeux et défis de la participation socioéconomique des femmes. Nous montrons enfin les contraintes aux initiatives socioéconomiques féminines avant d'indiquer des stratégies pour les appuyer.

[1] Baba Kopar signifie en langue pular littéralement « Papa fric », le « papa dispensateur de cadeaux ».
[2] Daouda Dia, frère de Harouna Dia joue un rôle politique très marqué localement comme à l'échelle nationale. Il est questeur de l'Assemblée nationale et membre influent de l'APR, parti du Président au pouvoir, Macky Sall.

1. Contexte de la recherche

Cette recherche est réalisée dans le cadre du Programme Promouvoir la résilience des économies dans les zones semi-arides (PRESA) mis en œuvre par un consortium de recherche regroupant des institutions de six pays dont quatre en Afrique subsaharienne (Sénégal, Burkina Faso, Kenya et Tanzanie) et deux en Asie (Pakistan et Tadjikistan). Ce programme global est décliné en plusieurs sous-projets de recherche dont celui dans le cadre duquel est réalisée cette étude. Il s'agit du sous-projet P2 intitulé Migrations, transferts et résilience au changement climatique dans les zones semi-arides du Sénégal et du Tadjikistan.

Au Sénégal, les transferts des migrants jouent un rôle socioéconomique considérable. Cette contribution s'exprime surtout par le poids des transferts monétaires. Celui-ci peut être apprécié à travers leur part dans la constitution du produit intérieur brut (PIB). Les études montrent que la part des transferts dans le PIB suit une courbe ascendante depuis plusieurs. C'est ainsi qu'elle est passée de 6% en 2001 à 8,6 % en 2007 (Ndoye et Grégoire, 2008) puis à 13,75% en 2015 (BCEAO, 2015).

C'est dans ce contexte que le projet de recherche P2 Transferts des migrants et résilience au changement climatique a été élaboré pour mieux documenter les incidences des transferts sur les dynamiques de résilience dans les zones semi-arides des deux pays. L'objectif ultime étant d'identifier les mécanismes par lesquels les transferts des migrants soutiennent les processus de résilience. Comme dans les autres projets du PRESA, la dimension genre a été un élément transversal auquel il fallait accorder une attention particulière. Cette dimension a été au cœur de tout le processus de recherche. Au moment de l'élaboration du projet, un objectif de recherche avait d'ailleurs été spécifiquement dédié à cette dimension à travers la sous-question de recherche suivante : y-a-t-il des points de convergence et de divergence entre les hommes et les femmes qui migrent, en termes de canaux de transfert de fonds, de destination et d'utilisation des transferts et de leurs impacts sur la résilience ?

Plusieurs zones semi-arides ont été sélectionnées pour la collecte des données pouvant permettre de répondre à cette question. Cependant, les sites de recherche choisis se démarquent par le faible poids de l'émigration féminine et la difficulté d'obtenir des données permettant de désagréger les dynamiques de transferts selon des logiques de genre. Nous avons contourné cette contrainte en nous focalisant sur l'étude du rôle des transferts dans les dynamiques de résilience et dans les processus d'autonomisation des femmes en zones semi-arides. Le village de Wendu Bosseabe a été sélectionné pour servir d'étude de cas sur les liens entre migrations, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal puisqu'il combine les caractéristiques d'être situé en zone semi-aride, d'être un lieu de départ de migrants donc, un lieu de réception d'envois monétaires et non monétaires et enfin d'être confronté à des bouleversements écologiques suscités et/ou amplifiés par les changements climatiques..

Paysage semi-aride dans le village de Wendou Bosséabé
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

2. Inégalités de genre et contraintes à l'autonomisation des femmes dans la vallée du fleuve Sénégal

Comme ailleurs au Sénégal, dans la vallée du Sénégal, les femmes contribuent au développement territorial de leurs localités tout en s'investissant grandement dans la satisfaction des besoins domestiques. Cependant, elles subissent, de manière plus prononcée, les contrecoups de la vulnérabilité climatique et d'une position de subordination socioéconomique en plus d'être en première ligne face aux situations d'insécurité alimentaire. Ce positionnement des femmes est encore plus marqué dans les terroirs d'émigration comme Wendu Bosseabe où les femmes se retrouvent avec de nouvelles responsabilités domestiques devant l'émigration. Les rapports asymétriques de genre tout comme le contexte de péjoration climatique les exposent à de multiples entraves de nature à limiter les opportunités d'accéder à un statut d'actrices économiques à titre d'entrepreneures, d'exploitantes agricoles ou de prestataires de services (Charmes, 2005).

L'autonomisation des femmes est aujourd'hui au cœur des agendas des projets de développement, des ONG et des institutions d'appui au développement. Elle est aussi au-devant des revendications de la société civile soucieuse de lever les multiples freins à la participation des femmes aux progrès de leurs communautés d'appartenance et au sein de leurs espaces domestiques ainsi qu'à l'échelle internationale. La nécessité d'autonomiser les femmes s'inscrit dans un continuum d'objectifs et de stratégies en vue de briser les nombreuses barrières (culturelles, économiques, politiques, sexospécifiques) expliquant le statut de groupe défavorisé des femmes dans la majorité des sociétés africaines, surtout en milieu rural.

L'autonomisation des femmes est un concept multidimensionnel mais habituellement l'accent est mis sur les dimensions économique et financière. Dans ce sens, elle désigne la « *possibilité pour les femmes d'avoir accès, au cours de l'ensemble des cycles de leur vie, aux moyens et ressources économiques (emploi, services et revenu suffisant) pour répondre à leurs besoins, ainsi qu'à ceux des personnes dont elles ont la charge* » (CRDI, 2012). Selon le Department for international development du Royaume (DFID, 2013), elle est un processus permettant « *aux femmes un meilleur accès aux ressources et aux débouchés économiques, et d'en tirer parti, notamment aux emplois, aux services financiers, à la propriété et à d'autres actifs productifs (à partir desquels on peut produire un revenu), au développement de compétences et à l'information sur le marché* ». En termes simples, l'autonomisation des femmes désigne le processus de renforcement de leur pouvoir.

Le concept fait donc référence à la possibilité pour les femmes de faire des choix économiques et d'influencer les structures économiques de leurs sociétés. Il serait, cependant, réducteur de cantonner l'autonomisation aux deux seules dimensions économique et financière quoique celles-ci soient fondamentales pour impulser des changements significatifs aux plans social et politique. Ces deux derniers constituent d'autres dimensions tout aussi importantes de l'autonomisation des femmes.

À l'image de plusieurs autres pays africains, au Sénégal, les femmes ont accompli des progrès notables dans l'amélioration de leur situation. Les luttes en vue de leur autonomie leur ont valu des gains aux plans social, politique et économique et leur ont ainsi permis d'effacer graduellement leurs retards vis-à-vis des hommes en termes de taux de scolarisation, d'écarts salariaux, de taux d'activité, d'égalité de droits, d'accès à des niveaux élevés de responsabilité, de reconnaissance de leur contribution, etc. Ces gains sont certes importants mais, en plus d'être fragiles, ils n'ont nullement concerné la majorité d'entre elles. D'importantes disparités de genre continuent de subsister, et le groupe des femmes est lui-même très hétérogène car les conditions de vie, l'accès aux droits et la possibilité d'échapper à la précarité, etc., bref la capacité des femmes d'accéder à l'autonomie sont fortement tributaires du milieu de résidence, du niveau d'étude, de la catégorie sociale d'appartenance, etc. Dans cette perspective, les femmes rurales sont triplement affectées par les disparités malgré qu'elles forment la frange la plus importante de la population en situation de vulnérabilité au Sénégal.

En dépit de leur dynamisme reconnu, les femmes rurales doivent faire face à de nombreux obstacles et peinent à participer de façon réelle et effective au développement de leurs communautés et du pays. Elles sont encore moins instruites, peu représentées dans les instances de décision, ont peu accès aux ressources financières, foncières et autres moyens de production. A cela vient s'ajouter l'impact socioéconomique différencié des variations climatiques et modifications environnementales auxquelles le Sénégal est confronté qui viennent renforcer les inégalités entre sexe, surtout dans les sociétés basées sur une multi-inégalité renforcées par la

prégnance du patriarcat (Top, 2014). Parallèlement, en plus de leurs charges familiales habituelles, leurs responsabilités domestiques, aussi bien dans les soins des proches que dans les recherches de solutions pour la survie des ménages, augmentent au même rythme que les difficultés socioéconomiques s'exacerbent. En effet, dans ce contexte de crise, les femmes sont en première ligne pour satisfaire les besoins alimentaires et les autres postes de dépense des ménages, elles endossent ainsi des rôles et des responsabilités naguère dévolus aux hommes.

Malgré la présence à Wendu Bosseabe de ressources importantes dont la plus vitale, à savoir l'eau, les femmes subissent des disparités socioéconomiques. Elles font face à davantage d'obstacles dans l'accès aux services sociaux de base et aux avoirs productifs. Elles sont en plus soumises à des discriminations de genre, renforcées par la persistance des prescriptions sociales et culturelles dans le contexte d'une société pular fortement hiérarchisée sanctifiant la domination des hommes sur les femmes et reposant sur des clivages de genre et de caste (Top, 2014). Ces dimensions socioculturelles influent sur les stratégies d'autonomisation des femmes tout comme les prescriptions de genre et les prohibitions culturelles limitent leur participation socioéconomique. Néanmoins, les femmes arrivent à développer des initiatives de promotion socioéconomique, élément-clef de leur résilience face aux bouleversements climatiques que connaît la vallée du fleuve Sénégal.

3. Démarche méthodologique

La démarche de recherche repose sur une enquête de terrain réalisée au moyen d'une diversité d'outils et de techniques (questionnaire-ménage ; questionnaire-migrant, entretiens de groupe, entretiens individuels, observations ethnographiques) dans les zones semi-arides ciblées par le PRESA. Nous avons privilégié une logique de contraste afin de refléter l'hétérogénéité de la réalité migratoire en termes de temporalités, de stratégies, d'itinéraires, de lieux de destination, de profils des migrants, du rôle des transferts et de leurs usages, mais également en termes de liens maintenus par les migrants avec les localités d'origine (figure du migrant comme acteur de développement local).

Pour mettre en lumière cette diversité, l'enquête de terrain a été menée dans les localités suivantes : « vieux bassin arachidier » (département de Kébémer), zone des Niayes et terroirs soninké et pular de la vallée du fleuve Sénégal (département de Bakel et département de Matam).

Les données sur lesquelles nous nous appuyons dans cette recherche sont celles collectées dans le village de Wendu Bosseabe qui fait partie des terroirs pulars de la vallée du fleuve Sénégal[3]. Nous y avons administré 34 questionnaires-ménage et 30 questionnaires-migrant. Les données de cette enquête quantitative ont été complétées par la réalisation de quinze (15) entretiens individuels et de quatre (04) focus-groupes avec les femmes ainsi que par trois (03) récits de vie pour retracer le parcours de femmes dont les trajectoires sont illustratives de dynamiques d'autonomisation socioéconomique dans ce village.

Des entretiens avec des personnes-ressources ont été menés, notamment auprès d'agents de services déconcentrés de l'État (service de l'Agriculture), de structures d'appui au développement (PRODAM) et de projets de développement (Entrepreneurs du monde, Vétérinaires sans frontières) ainsi qu'avec des acteurs présentant divers profils (responsable d'ONG locales, acteurs de la coopération décentralisée). Ces entretiens ont permis de contextualiser, de vérifier et de valider les informations reçues lors des entretiens individuels et de groupe menés à Wendu Bosseabe. Ce choix était d'autant plus justifié que le débat sur la paternité des investissements collectifs (périmètres agricoles, forages) s'est posé avec acuité sur le terrain. Cette démarche de triangulation s'est révélée utile pour mieux circonscrire les initiatives ayant contribué aux mutations socioéconomiques observées à Wendu Bosseabe. L'ensemble des données de recherche ont été collectés lors de deux phases de séjour sur le terrain qui se sont déroulées en mars 2016 pour la phase exploratoire et en juillet et août 2016 pour la phase d'enquête proprement dite. Par la suite, des entretiens téléphoniques ont été effectués à chaque fois que le besoin était nécessaire surtout pour nous assurer de la véracité de certaines informations.

Les données de recherche que nous avons recueillies devaient nous permettre de répondre à notre hypothèse selon laquelle les migrants sont des figures de développement local et que leurs transferts monétaires et non-monétaires (technologies, savoir-faire, valeurs, innovations, biens) soutiennent les dynamiques de résilience des ménages et des communautés. L'argent des migrants sert prioritairement à prendre en charge les besoins domestiques de base des ménages (alimentation, santé, éducation, habitat), ce qui contribue significativement à l'amélioration des conditions de vie. La capacité des ménages à faire à ces besoins est un aspect fondamental de leur résilience au changement climatique dans les zones semi-arides du Sénégal.

Dans cette recherche, il était important de mieux comprendre les incidences des transferts dans les dynamiques de résilience (à travers une étude des usages des transferts et surtout de leur contribution à la résilience des ménages et des communautés et de montrer l'effet de levier que pourraient représenter les transferts dans la revitalisation socioéconomique des territoires de par leur orientation plus marquée vers des projets productifs, une meilleure prise en compte des transferts non-financiers (savoir-faire, esprit entrepreneurial, compétences, capacités d'innovation) et des transferts de technologies appropriées.

Grâce à leurs investissements dans les infrastructures communautaires de base (écoles, forages, postes de santé, magasins de stockage, voies de communication, mosquées, etc.), les migrants apparaissent comme des porteurs, des bailleurs et des facilitateurs d'actions de développement local. De ce fait, les diasporas de ces zones cherchent également à exercer une citoyenneté transnationale de plus en plus reconnue et prise en compte par les collectivités locales surtout dans un contexte de promotion de la coopération décentralisée et d'une approche « double espace » dans la planification et la réalisation des actions de développement. Ceci

[3] L'exploitation des données de recherche a débouché sur plusieurs publications consistant en des communications à des conférences scientifiques, des articles de recherche et des documents de vulgarisation. Un rapport de recherche ayant une portée plus synthétique est en cours de rédaction.

implique pour les collectivités locales de tenir compte des investissements et des projets portés par les associations de migrants pour éviter les doublons et les risques de conflit comme cela s'est produit dans d'autres localités de la vallée du fleuve Sénégal comme Diawara. Au lieu de collaborer dans l'intérêt supérieur des habitants, association de migrant et collectivité territoriale se sont retrouvés dans une posture d'adversité, voire d'ignorance mutuelle, le tout sur fond de rivalités politiques intestines, de conflit de légitimités et d'instrumentalisation et de récupération de l'association locale de développement. Wendu Bosseabe n'a pas connu la situation conflictuelle enregistrée à Diawara.

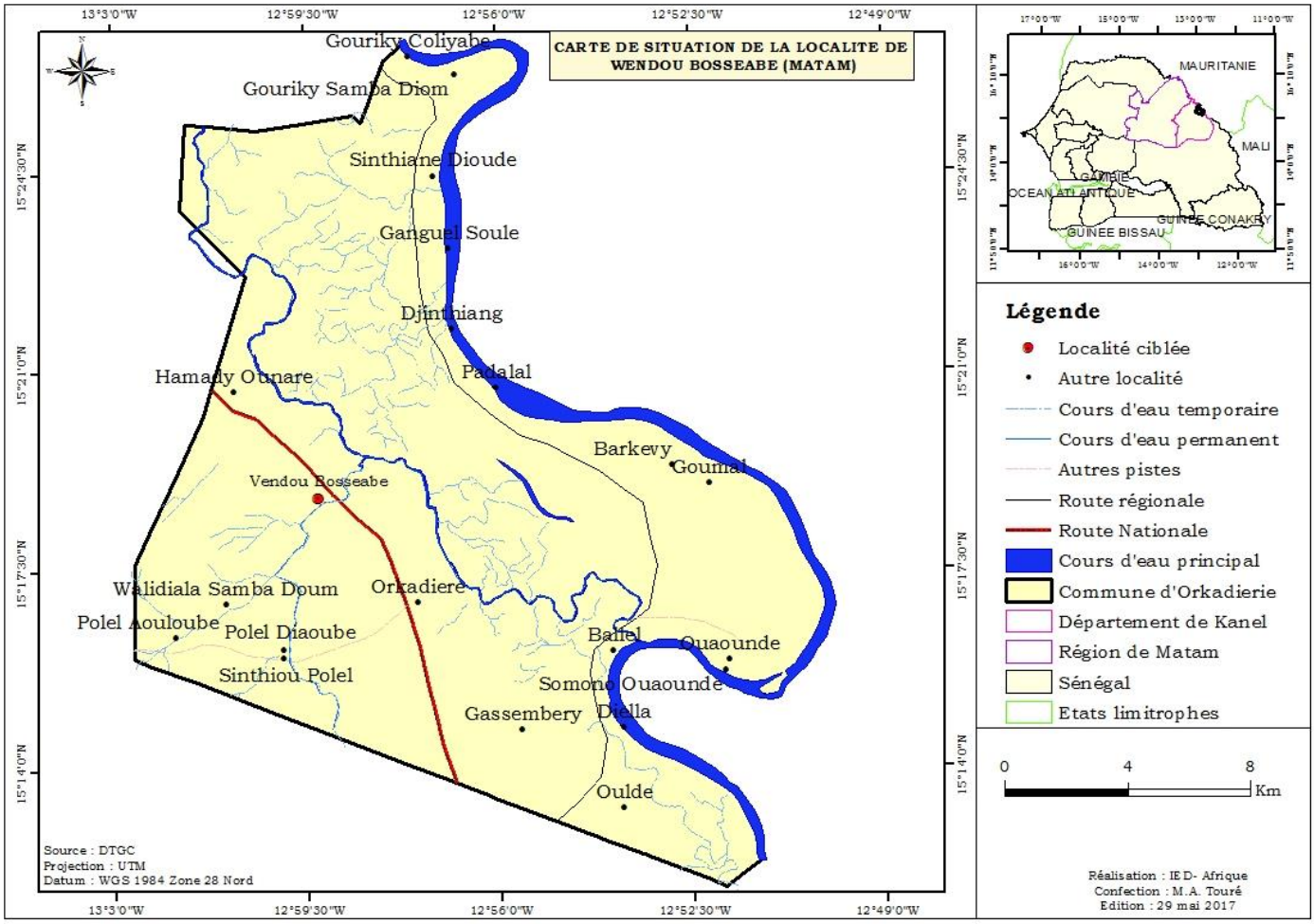
Focus groupe avec les femmes présidentes de GIE (Wendou Bosséabé)
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

4. Wendou Bosseabe : profils géographique et socioéconomique et état des vulnérabilités

4.1. Localisation géographique

Le village de Wendu Bosseabe est situé dans la commune d'Orkadiéré et fait partie de la région de Matam, département de Kanel et arrondissement d'Orkadiérié. Il est limité au Nord par le village de Hamady Ounaré, au Sud par le village de Orkadièré, au Sud-ouest par le village Walidiala Samba Doum et à l'Est par celui de Padalal (cf. figure 1).

Figure 1 : Localisation géographique de Wendu Bosseabe

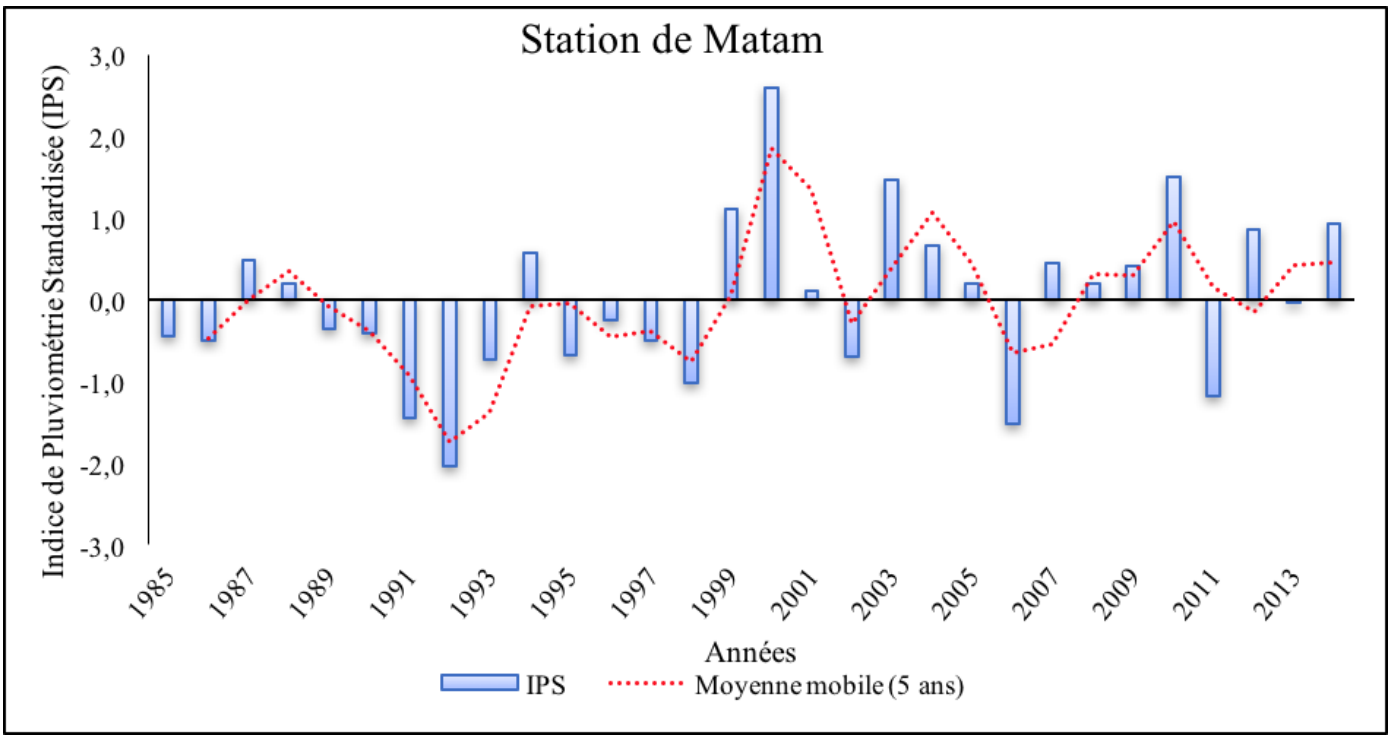


Wendu Bosseabe comptait 4210 habitants en 2016 et 394 ménages (PNDL, 2016). C'est une population composée en majorité de jeunes et de femmes. La prédominance de ces deux catégories est due en partie à la migration et à la mobilité dans la zone. Le village est traversé par la route nationale n°2, ce qui explique les fortes densités de part et d'autre de la route.

Wendu Bosseabe présente un relief assez plat avec des sols de type Deck Dior et des sols Deck. Il est traversé par des cours d'eau permanents et temporaires lui donnant ainsi un réseau hydrographique un peu dense. La végétation est dans l'ensemble clairsemée et est dominée par des épineux, un tapis herbacé et des arbustes par endroits (PLD, 2012). Ce type de végétation est peu propice à la présence de la faune, c'est ce qui explique qu'avec la dégradation de la ressource, de nombreuses espèces ont disparu dans le temps. À l'image de la région de Matam, le climat de la zone est de type soudano-sahélien à prédominance sahélienne. Il est caractérisé par une longue saison sèche (novembre-juin) et une courte saison humide (juillet-octobre). Les précipitations sont relativement faibles et les températures assez élevées. A cela s'ajoutent les vents forts et violents parfois chargés de poussière. La saison humide est la période des pluies.

De façon générale, la région enregistre de faibles niveaux pluviométriques parfois contrastés dans le temps et dans l'espace. L'hivernage s'installe au mois de juillet et les dernières pluies sont enregistrées au mois d'octobre. La pluviométrie est dans l'ensemble faible avec une moyenne située à 399,5 mm durant ces trente dernières années (1985 à 2014). La saison des pluies se caractérise par un nombre de jours de pluies ne dépassant pas 31jours par an dans le village (PLD, 2012). L'évolution de la pluviosité est caractérisée par une variabilité annuelle. Mais depuis 2007, une inflexion vers le haut de la tendance pluviométrique est observée dans la zone. Par contre, cette inflexion n'est apparue qu'à partir de 2009 dans le département de Matam. Ces quantités d'eau qui tombent annuellement jouent un rôle important sur les plans économique et écologique. En effet, ces eaux favorisent les productions agricoles, la restauration des forêts et des pâturages, la mise en eau des mares avec des potentialités de développement de la pisciculture notamment dans le Ferlo.

Figure 2 : Répartition interannuelle de la pluviométrie au niveau de la région de Matam



Source : Données ANACIM

Avec ce climat de type sahélien, le village de Wendu Bosseabe est caractérisé par des vents chauds et secs et des températures très élevées pouvant atteindre parfois 48°C entre avril et mai ; c'est le domaine de l'alizé continental qui souffle presque toute l'année. La période des basses températures est très courte et ne dure que trois mois (décembre à février) où le thermomètre peut atteindre 17°C. Les caractéristiques des températures sont accentuées par une insolation très forte avec en moyenne 12 heures durant les mois d'avril et mai (PLD, 2012) et des vents forts avec des vitesses pouvant atteindre 7 à 14 m/s de direction Nord à Sud-est. Ces facteurs géographiques peu favorables au développement de l'agriculture engendrent un mouvement de populations vers d'autres endroits pour trouver du travail. L'agriculture sous pluie et l'élevage extensif constituent les principales activités économiques. Cependant, le commerce et l'artisanat sont aussi pratiqués par les populations.

4.2. Changement climatique et cumul de vulnérabilités à Wendou Bosseabe

Bâti sur des sols argilo-limoneux et sur une pente, Wendu Bosseabe subit les effets pervers des contraintes climatiques qui se traduisent entre autres, par l'érosion, le ravinement, l'ampleur et les effets dévastateurs des inondations, la vulnérabilité de l'agriculture et de l'élevage, ainsi qui son impact au plan social.

De par sa configuration géomorphologique, le site sur lequel est établi Wendu Bosseabe est confronté à des risques importants d'inondation notamment dans les zones topographiquement déprimées où de nombreux ravinements et d'importants écoulements d'eau sont observés en hivernage. En effet, le village de Wendu Bosseabe est traversé par une grande vallée qui reçoit des apports d'eau en hivernage en provenance des petits cours d'eau qui viennent du Diéry. Cette masse d'eau échoue au niveau du pont érigé sur la route qui a du mal à

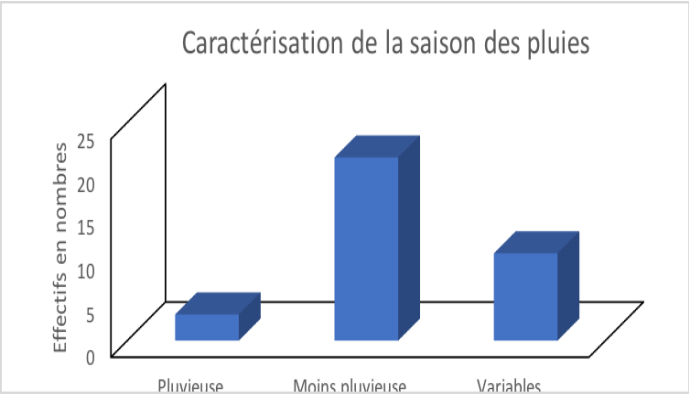
permettre un écoulement optimal des eaux vers le fleuve Sénégal. Il s'ensuit un reflux des eaux au niveau du village avec une inondation des habitations situées aux abords des axes hydrauliques. Cette situation est à l'origine d'effondrement de maisons notamment en banco, de rupture de digues de protection, de destruction de routes et d'ouvrages d'art, d'accentuation de l'érosion hydrique, d'inondations d'habitations avec perte de biens et de vivres et d'inondations de périmètres irrigués.

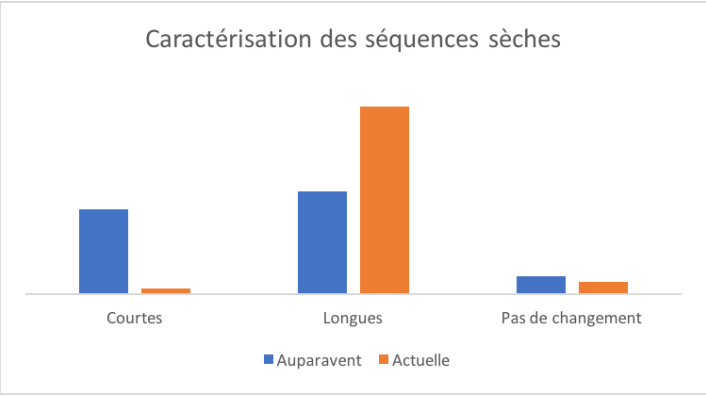
Selon les populations interrogées lors de notre enquête de terrain, les conséquences du changement climatique se traduisent sur les activités agropastorales par :

a. une baisse des rendements en arachide, en sorgho et en niébé ;
b. un décalage et un raccourcissement de la période favorable pour la tomate, l'oignon, la pomme de terre et le haricot vert, avec les conséquences que cela peut avoir sur les productions ;
c. l'avancée de la dégradation des ressources naturelles avec des problèmes d'érosion et de dégradation des sols qui sont partout présents dans les champs ;
d. l'extension des espèces de plantes sahéliennes à partir du Nord, tandis que les reliques d'espèces soudaniennes et guinéennes se rétractent vers le Sud ;
e. une incidence des fortes chaleurs sur les besoins en eau, ainsi que sur la disponibilité et la qualité des fourrages du cheptel ;
f. l'apparition de nouvelles pathologies affectant le bétail ;
g. une faible productivité et une grande sensibilité aux variations climatiques et aux disponibilités en eau et pâturage de l''élevage transhumant dont les pratiques sont bien adaptées aux contraintes biophysiques et sociales car basées sur la mobilité des troupeaux dans l'espace et dans le temps est en soi une stratégie de minimisation des risques.

Les figures tirées de l'exploitation des questionnaires administrés à Wendu Bosseabe mettent en lumière les perceptions que les populations ont des changements climatiques. Celles-ci les repèrent à partir d'une série de faits marquants comme une pluviométrie moins abondante en hivernage et une durée plus longue de la saison sèche.

Figure 3 : Perceptions des changements climatiques





Source : Questionnaires 2016

Malgré les transferts des migrants, l'on remarque une vulnérabilité sociale grandissante. L'une des principales conséquences concerne le niveau social des populations qui enregistre une réduction des revenus des populations et une augmentation de la pauvreté. Le renforcement des tendances de ce changement, conduit, de manière certaine à l'augmentation des pressions sur les ressources naturelles. La sévérité des contraintes climatiques n'a pas annihilé les capacités de résilience des populations. Les femmes ont été aux premières lignes dans les dynamiques d'adaptation observables dans le village.

Périmètre maraicher des femmes de Wendou Bosséabé
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

5. Résilience et autonomisation des femmes de Wendu Bosseabe : entre discours et pratiques

Nous choisissons de moins nous focaliser sur des considérations générales sur les liens entre le triptyque migrations, transferts et résilience au changement climatique pour plutôt mettre en exergue des expériences d'autonomisation socioéconomiques des femmes empiriquement ancrées dans le village de Wendou Bosseabe. Il s'agit d'une étude de cas de cette localité[4] relative au changement social observé. Ce terme est d'ailleurs revenu de manière récurrente dans les discours des populations.

En quoi a consisté ce changement radical tant évoqué dans les discours ?

Dans les discours des habitants de Wendu Bosseabe, il y a un avant-Baba Kopar et un après-Baba Kopar dans l'histoire du village :

- l'avant est perçu comme celui des problèmes d'insécurité alimentaire, de la précarité des conditions d'existence qui a forcé les hommes à s'établir en ville puis de prospecter vers des lieux plus cléments (Afrique centrale), de la pénibilité des activités domestiques (chercher l'eau, calendrier journalier chargé, ressources économiques faibles), du petit-jardinage à la maison, de l'agriculture pluviale, du matériel rudimentaire, du manque de moyens, de la faiblesse des équipements collectifs, celui où Wendu Bosseabe était à la traine en matière de développement local par rapport aux localités voisines notamment celles situées dans le Dande Mayo (près du fleuve Sénégal) ;
- l'après est considéré comme celui de la réalisation des périmètres des hommes et des femmes, celui de la fierté retrouvée, de l'afflux des investissements publics grâce aux capacités d'intermédiation politique de Baba Kopar et de son frère, le questeur de l'Assemblée nationale, Daouda Dia.

Au départ, le mécénat de Dia consistait à octroyer des vivres pendant le ramadan et à répondre aux diverses sollicitations des habitants. Puis l'idée de réaliser un investissement majeur pouvant permettre aux femmes de Wendu de développer des activités économiques s'est concrétisée à travers le périmètre maraicher de manière à les sortir de la « léthargie économique » et de l'assistanat. Le périmètre maraicher des femmes peut être perçu comme un espace d'éclosion des dynamiques de résilience et d'autonomisation des femmes comme l'illustrent les itinéraires de femmes qui sont actives.

Ce qui émerge de nos observations et qui reste corroboré par certains entretiens, c'est la pluriactivité des femmes à travers leur capacité à disposer plusieurs tiroirs (périmètre, parcelle individuelle, petit-commerce) qu'on tire selon les opportunités du moment. Le défi est d'arriver à une diversification des revenus et à développer des aptitudes entrepreneuriales plus affirmées.

Quoique importants et leurs effets significatifs dans l'amélioration des conditions de vie à Wendou Bosseabe, les actions philanthropiques de Dia ne sauraient masquer les initiatives que les migrants du village ont prises depuis longtemps pour participer à la prise en charge des contraintes auxquelles fait face Wendu Bosseabe et comme l'ont souligné presque tous, pour pallier l'absence de l'État : accès à l'eau, insécurité alimentaire, manque d'infrastructures collectives, soutien aux activités agricoles. Outre les transferts effectués qui permettent les dépenses d'alimentation, de santé, d'éducation et d'amélioration de l'habitat (constructions en dur à la place des habitats en banco), les émigrés de Wendu Bosseabe, comme leurs pairs des autres localités de la vallée du fleuve Sénégal, ont contribué à la prise en charge des questions de santé (construction du poste de santé), d'éducation.

Pour contribuer à la résolution des défis liés à l'insécurité alimentaire et permettre aux femmes de disposer des sources de revenus, un périmètre maraicher de quatre hectares a été aménagé au profit des femmes de Wendou Bosseabe organisées en groupement de promotion féminine (GPF). Celles-ci y effectuent des cultures potagères. La superficie a, par la suite, été étendue à vingt hectares en 2007. La même année, les hommes ont bénéficié d'un périmètre d'une superficie de vingt hectares utilisé pour trois campagnes par saison dont deux campagnes de maïs et une campagne de gombo.

[4] Elle doit sa notoriété à un illustre fils du village considéré comme un généreux bienfaiteur. Il s'agit de Harouna Dia, le Baba Kopar dont les actions ont radicalement changé le quotidien des familles » de l'avis de l'écrasante majorité des discours recueillis lors de nos 2 séjours de recherche à Wendou Bosseabe.

Pour des ménages soumis aux rigueurs de conditions écologiques sévères et en proie à des conditions d'existence marquées par la précarité comme en atteste la période des repas frugaux sans légumes et sans poissons à certaines périodes de l'année notamment pendant les périodes de soudure, il s'agissait d'un changement notable notamment pour les femmes qui trouvaient, à travers le jardin maraîcher, des opportunités de développer des activités socioéconomiques utiles pour la prise en charge des besoins alimentaires et pour disposer d'un revenu pouvant soutenir un processus d'autonomisation socioéconomique.

Nos enquêtes de terrain nous ont permis de retracer des itinéraires typiques d'autonomisation socioéconomiques à travers les trajectoires ci-dessous :

Le parcours d'Aby. Elle a exploité une parcelle dans le périmètre maraîcher. Les revenus tirés de ses activités maraichères lui ont permis de participer à un système de tontine. Quand elle a reçu la totalité de son épargne, elle a entrepris de l'embouche bovine. Progressivement, ses revenus se sont diversifiés et elle a pu accéder à la propriété foncière en achetant une parcelle où elle pratique le petit-maraîchage. Ce qui est remarquable dans une zone où les femmes sont privées de l'accès à cette ressource en raison de considérations socioculturelles et d'inégalités socioéconomiques

Madame Aby (Wendou Bosséabé)
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

L'itinéraire de Mbara : Elle est née et a grandi à Wendou Bosseabe. Elle est la plus jeune des présidentes de groupements de promotion féminine. Malgré de bonnes dispositions scolaires au primaire, elle a abandonné l'école en classe CM2 car Wendu Bosseabe ne disposait pas à cette époque de collège et ses parents étaient rétifs à l'idée qu'elle aille poursuivre ses études ailleurs. Elle a été par la suite mariée à son cousin émigré établi au Congo-Brazzaville. Son capital scolaire lui a permis de se positionner comme leader au sein des groupements de femmes malgré le handicap qu'aurait représenté son jeune âge. Elle a su tirer profit de son bagage intellectuel et de son leadership pour être régulièrement désignée pour participer aux activités de formation. Ce qui a lui permis d'étoffer ses compétences dans le domaine du développement personnel et ses aptitudes en communication tout en découvrant d'autres localités. Elle a pu ainsi enrichir ses connaissances dans le domaine du maraîchage et de la transformation de céréales locales notamment la transformation de patates en *thiakry*[5] et en couscous. Elle se perçoit comme une pluriactive disposant de plusieurs leviers économiques : parcelle dans le jardin maraîcher, transformation de céréales, petit-commerce. Elle s'est impliquée dans la politique locale et a été élue conseillère rurale. La trajectoire montre combien la possession d'un capital scolaire représente un précieux atout dans un contexte d'analphabétisme élevé

Mbara Ba (Wendou Bosséabé)
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

[5] Plat sénégalais pouvant être servi comme dessert. Il est à base de de yaourt - traditionnellement de lait caillé- et de granules de mil ou millet. Dans d'autres pays comme le Mali, la Côte d'Ivoire et la Guinée, il est connu sous le nom de *degue*.

La trajectoire de Salla. Elle a vécu une situation socioéconomique très difficile à la suite du décès de son mari. Elle a vécu le dénuement et le manque de soutien. Elle a exploité une parcelle au périmètre qui a contribué à atténuer les difficultés alimentaires car les produits récoltés étaient en partie utilisés pour l'alimentation quotidienne. Les revenus tirés de la récolte vendue lui ont permis d'acheter de petits ruminants et de se lancer dans le petit-commerce. Aujourd'hui, en plus de ses activités au périmètre et de l'agriculture qu'elle pratique pendant l'hivernage dans le champ qu'elle a hérité de son mari, elle effectue le commerce transfrontalier (achat de différentes variétés de tissus en Mauritanie revendus au village et à l'occasion du marché hebdomadaire (*louma*) d'Orkadiéré)

Madame Salla (Wendou Bosséabé)
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

L'expérience des femmes du quartier Koweit surnommé ainsi car accueillant des réfugiés de la Mauritanie réinstallés sur ce site distant d'environ 2 km du centre de Wendu Bosseabe. La création du quartier Koweit est survenue en 1989 à la suite du différend entre le Sénégal et la Mauritanie. Les familles établies sur le site ont bénéficié du soutien du Haut-Commissariat pour les Réfugiés et l'ONG OFADEC[6]. L'action de ces ONG a consisté en la mise en place d'un périmètre maraîcher qui a permis aux familles de progressivement de surmonter les traumas de l'exil

Epouses de migrants dans le quartier de Koweit
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

[6] Office Africain pour le Développement et la Coopération.

Nous sommes ici en face d'expériences contrastées d'autonomisation socioéconomique. Leurs traits d'union sont liés au fait qu'elles sont l'œuvre de femmes ayant affronté des chocs au niveau personnel ou communautaire et qui se sont appuyées sur des aptitudes personnelles et des opportunités extérieures pour mettre en œuvre des activités productives qu'elles ont progressivement consolidées. Les femmes ont tiré profit de la possession « d'une mise de départ » consistant à la possession de capitaux scolaire (Mbara), économique (Aby) et d'investissements réalisés dans le village (Salla et femmes du quartier Koweit). L'aspect le plus notable dans le parcours de ces femmes réside dans le fait d'inscrire au cœur de leur démarche, la recherche d'une pluriactivité à partir d'une activité principale fournie essentiellement par le périmètre maraîcher. Les revenus tirés de l'activité de départ ont soutenu un processus de diversification de leurs ressources. Au cours des entretiens, les femmes ont majoritairement indiqué dédier les gains provenant de leurs activités à la prise en charge de besoins domestiques (alimentation, habillement des enfants) et aux cérémonies familiales. Cependant, dans un contexte marqué par la prégnance d'une logique patriarcale, l'autonomisation socioéconomique des femmes n'a pas débouché ni sur une autonomie décisionnelle et ni sur une prise de distance vis-à-vis des normes socioculturelles et des valeurs religieuses qui imprègnent le système social de Wendu Bosseabe. Ce qui est une source de fragilisation des dynamiques d'autonomisation féminine qui reste limitée à la seule dimension économique. On est davantage dans une situation de dynamiques « inachevées » d'autonomisation puisque celle-ci reste limitée à la seule sphère économique

Madame Ba dans son perimètre où elle développe la culture traidtionnelle du coton
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

6. Des dynamiques d'autonomisation entre mécénat, investissements publics et instrumentalisation politique

Il faut souligner l'existence d'un défi épistémologique majeur dans les études sur les liens entre transferts des migrants et la résilience des ménages. Il est lié à la difficulté d'arriver à isoler ce qui relève stricto sensu et directement de l'effet des transferts et des investissements des migrants. Ceux-ci ne sont qu'un levier parmi d'autres sur lesquels s'appuient les populations. Dans certains contextes, ils peuvent être le levier le plus important comme dans les terroirs soninkés de la vallée du fleuve Sénégal. L'émigré y est une figure majeure de développement local. Dans le contexte de Wendu Bosseabe, la réalité est plus complexe. La philanthropie de Dia n'est pas seul facteur explicatif des changements socioéconomiques observables. Son appui à l'autonomisation des femmes s'est faite au moment où des investissements publics importants ont été réalisés à Wendu Bosseabe dans le cadre du Projet de développement agricole de Matam (PRODAM) et PRODAM-CSA (PRODAM – Consolidation de la sécurité alimentaire).

En effet, la première initiative d'adduction d'eau a été réalisée à Wendu Bosseabe en 2004 avec l'appui du PRODAM. Elle a consisté en la construction d'un forage de 112 mètres de profondeur équipé d'une pompe alimentée par l'électricité et disposant d'un groupe de secours. Par la suite en 2008, un château d'eau de 100 m3 à 25 mètres sous radier situé en un point haut du village a été bâti en 2008. Il alimente un réseau de 11 borne-fontaine, 130 branchements privés et 3 branchements au profit d'infrastructures sanitaires et scolaires (PLD, 2012 ; Enquêtes de terrain, 2016). L'investissement hydraulique destiné à l'agriculture et réalisé en 2005 comprend un forage de 115 m de profondeur et distribuant 2400m3 /jour vers un réseau d'asperseurs sur 22 hectares (PLD, 2012 ; Enquêtes de terrain, 2016). Ce forage est également raccordé au château d'eau.

Le PRODAM a donc construit 3 forages au périmètre des hommes pour alimenter en eau le village. Il a effectué des aménagements près du Dioulol (cours d'eau situé près de Wendu Bosseabe) pour le développement de la riziculture. On est dans un contexte de complémentarité mais également de superposition entre les investissements publics et les investissements privés (État, PRODAM, collectivités locales, association des migrants, Harouna Dia).

On est en face d'une situation de télescopage d'actions de développement que certains n'hésitent pas exploiter à des fins de positionnement politique, d'instrumentalisation des réalisations de l'État. Cela se matérialise par une forte propension des populations à mettre à l'actif de Baba Kopar toute réalisation dans le village de Wendu Bosseabe. Ce flou est entretenu par les notables locaux prompts à attribuer à Dia tous les changements dans le quotidien des ménages de Wendu Bosseabe. Les discours critiques de certaines femmes amènent à relativiser le succès du périmètre maraicher dans les dynamiques d'autonomisation des femmes puisqu'elles ne sont pas arrivées à se passer du soutien : le messie vers qui se tourner pour régler les dysfonctionnements du forage, éponger les dettes de facture d'eau. Il faut y ajouter en plus les conflits entre exploitantes et le manque d'organisation. Une récurrence dans les discours des femmes : leur incapacité à se passer totalement de l'appui de Dia dans l'exploitation du périmètre maraicher. Ce qui est une limite majeure à leur résilience.

Forage installé à proximité du village pour garantir l'accès à l'eau potable (Wendou Bosséabé)
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

Conclusion

L'autonomisation des femmes est une dimension fondamentale dans les stratégies de résilience face au changement climatique. Nous avons fait une étude de cas des femmes de Wendou Bosseabe. Il s'agit d'un cas singulier dans un environnement social complexe. Notre contribution a passé en revue les questionnements de recherche, la stratégie de terrain et les principaux résultats de recherche.

À Wendou Bosseabe, les femmes se démarquent par leur pluriactivité. Elles pratiquent du micro-jardinage dans le périmètre maraicher du village. En hivernage, elles se s'activent dans la culture de l'arachide, du niébé et du maïs. Certaines combinent ces activités avec la transformation de produits agricoles, l'embouche ovine et/ou bovine et la pratique du commerce transfrontalier ou aux loumas situés à proximité : Bondji, Orkadiéré, Gassamberi, Kanel, Hamadi Hounaré, Bokiladji. Par cette pluriactivité, les femmes de Wendou Bosseabe arrivent à atténuer l'insécurité alimentaire et à disposer de revenus monétaires réguliers. Deux éléments qui contribuent efficacement à leur autonomisation socioéconomique.

Les retombées de la migration des Sénégalais se limitent, au niveau local, à une amélioration des conditions de vie des ménages de migrants sans réussir pour autant à stimuler l'activité économique et à réduire la dépendance vis-à-vis des transferts de fonds. Pour favoriser l'investissement productif à partir des envois de fonds, il s'avère nécessaire de proposer une amélioration de l'environnement des affaires dans les régions de départ en intervenant au niveau des politiques, des incitatifs, des marchés et une conscientisation des populations sur l'information climatique disponible ainsi que sur les créneaux économiques les plus dynamiques et les plus porteurs.

Le besoin de renforcement des capacités des femmes est un élément crucial pour leur autonomisation tout comme la levée des contraintes à l'accès à la terre. Il est également indispensable de leur faciliter l'accès à des financements dans des conditions souples et adaptées à leurs besoins et activités. Les barrières à leur participation sociopolitique devraient être surmontées pour renforcer le leadership des femmes et pour accroitre les dimensions sociale, politique et institutionnelle des processus d'autonomisation féminine.

Références bibliographiques

Bourdieu P., 1990. « La domination masculine », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 84, p. 2-31.

Bredeloup S., 2007. La Diaspora du fleuve Sénégal, sociologie des migrations africaines, Presses universitaires du Mirail, IRD Editions, 300 p.

CAREC, 2017. Labour migration, remittances and climate resilience in Tajikistan, Dushanbe, PRESA, Working paper.

Charmes J., 2005. « Femmes africaines, activités économiques et travail : de l'invisibilité à la reconnaissance », Revue Tiers Monde, n° 182, p. 255-279.

Commune d'Orkadiéré, 2012. Plan de Développement local d'Orkadiéré (PLD) 2012.

CRDI, 2012. "De nouvelles études viennent éclairer des débats sur les politiques relatives à l'entrepreneuriat", http://www.idrc.ca/FR/Programs/Social_and_Economic_Policy /Supporting_Inclusive_Growth/Pages/NewsDetails.aspx?NewsID=444, consulté le 12 septembre 2017.

DFID, 2013. "Information Note: Research Programme on Women's Economic Empowerment and Growth in Low Income Countries", Growth Research Team, Londres, DFID.

Lavigne Delville P., 1991. La rizière et la valise. Irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal, GRET, 231 p.

Diop M-C. (ed.), 2013. Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir, Paris, CRES-Karthala.

Diop M-C., 2004. Gouverner le Sénégal entre ajustement structurel et développement local, Paris, Karthala, 299 p.

Gaye A-T, Lo H-M, Sakho S-J, Fall M-S et Ndiaye I, 2015. Sénégal : revue du contexte économique, politique et environnemental, Rapport d'étude, IED Afrique, Programme PRESA, URL : http://prise.odi.org/wp-content/uploads/2015/07/Senegal-Country-Situation-Assessment.pdf

Guionnet C., Neveu E., 2004. Féminin/Masculin. Sociologie du genre, Paris, Armand Collin, 288 p.

Lericollais A., Vernieres M., 1975. « L'émigration toucouleur : du fleuve Sénégal à Dakar", Cahiers ORSTOM, n° 2, p. 161-177.

Locoh T., 1997. Genre et sociétés en Afrique : implications pour le développement, Paris, INED.

Ndoye O. et Grégoire L., 2008. Migration au Sénégal. Dynamique et orientations stratégiques, PNUD, Sénégal.

Ngaïdé A., 2003. « Stéréotypes et imaginaires sociaux en milieu halpular. Classer, stigmatiser et toiser », Cahiers d'études africaines, n° 172, p. 707-738.

Top A., 2014. Évolution des systèmes de production agricole dans un contexte de changement climatique et de migration et effets de genre dans les trois zones éco-géographiques de la région de Matam au Sénégal, thèse de doctorat de sociologie, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, URL : https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01141123

Wade C-T, Dimé M., Tandian A., Lancelot S-E, 2017a. « Les migrants sénégalais, des acteurs de la résilience au changement climatique », revue AGRIDAPE, IED Afrique, p. 6-13, URL : http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/agridape_numero_special_presa.pdf

Wade C-T, Dimé M., Tandian A., Lancelot S-E, 2017b. État des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal, Rapport d'étude, IED Afrique, Programme PRESA, URL : http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/etat-des-lieux-des-liens-entre-migration-transferts-et-resilience-au-changement-climatique-au-senegal_-low_res.pdf.

Champ de « niébé » aménagé par une femme du village de Wendou Bosséabé
© Image prise par Lancelot Soumelong Ehode/IED Afrique

PRISE
Innovation, Environnement, Développement
en Afrique (IED Afrique)

24, Sacré-Cœur III – BP 5579

Dakar Fann – SENEGAL

Tel. (221) 33 867 10 58

www.prise.odi.org

Recherche pour des futurs résilients au climat

Ce travail a été effectué dans le cadre de l'Initiative de recherche collaborative sur l'adaptation en Afrique et en Asie (IRCAAA), avec le soutien financier du Department for International Development (DFiD) du Royaume Uni et le Centre de Recherche en Développement International (CRDI), Ottawa, Canada. Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du Department for International Development (DFiD) du Royaume Uni et le Centre de Recherche en Développement International (CRDI) du Canada ou, de son Conseil de gouverneurs.

CARIAA
Collaborative Adaptation Research Initiative in Africa and Asia

UKaid
from the British people

IDRC | CRDI
International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada